DECRET N° 72-170 du 11-8-72 relatif au poinçon pour le contrôle des bijoux et objets d'art en or ou en métaux précieux.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances nos 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu le décret du 26 octobre 1927 réglementant la recherche et l'exploitation des gîtes de substances minérales au Togo ;
Vu le décret n° 72-169 du 11 août 1972 portant réglementation de la fabrication des ouvrages en or ou en métaux précieux au Togo ;
Sur proposition du ministre des travaux publics, mines et des transports ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier. — Le poinçon à apposer sur les bijoux et objets d'art en or ou en métaux précieux fabriqués au Togo est constitué par un siège historique stylisé de dimensions 1 mm X 1 mm.

Ce poinçon est apposé à la direction des mines et de la géologie à Lomé par un fonctionnaire assermenté du service des mines désigné par arrêté. Son apposition doit être demandée par le bijoutier et faite préalablement à la mise en vente du bijou fabriqué.

Si le bijou ou l'objet d'art en or en métaux précieux présenté à l'épreuve ne satisfait pas aux conditions stipulées à l'article 10, paragraphe b du décret n° 72-169 du 11 août 1972, il pourra être martelé en présence des intéressés auxquels sera remis le lingot correspondant.

Art. 2 — Le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 11 août 1972.
Général Etienne Eyadéma

DECRET N° 72-171 du 11-8-72 portant autorisation d'ouverture d'un bureau d'achat de diamant au Togo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances nos 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 39 du 24 octobre 1967 fixant les conditions d'ouverture de bureau d'achat de diamant au Togo ;
Vu la demande en date du 14 août 1971 de M. Patzoldt Hermann Karl agissant en son nom personnel ;
Vu l'avis favorable de la commission d'agrément émis à l'issue de sa réunion du 16 août 1971 ;
Sur proposition du ministre des travaux publics, mines et des transports,

DECRETE :

Article premier. — Il est autorisé l'ouverture au Togo d'un bureau d'achat d'export-import de diamant au nom de M. Patzoldt Hermann Karl à Lomé.

Art. 2. — M. Patzoldt est agréé comme représentant de ce bureau d'achat pour le gérer.

Art. 3. — Ce bureau d'achat est tenu d'avoir une comptabilité régulière et complète conformément à la réglementation fiscale en vigueur.

Art. 4. — Ce bureau d'achat doit se mettre à fonctionner dans un délai maximum de six (6) mois à compter de la date de signature du présent décret sous peine de déchéance.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 11 août 1972.
Général Etienne Eyadéma

DECRET N° 72-172 du 30-8-72 portant nomination d'un avocat-défenseur.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu l'arrêté n° 153 du 8 avril 1935 portant réglementation de la profession d'avocat-défenseur au Togo ;

Vu la demande en date du 14 janvier 1972 présentée par M. Occansey Kwami Siméon ;
Vu la délibération n° 2 du 31 mars 1972 de la cour d'appel au Togo et l'avis favorable de cette juridiction.

DECRETE :

Article premier. — M. Occansey Kwami Siméon, licencié en droit, demeurant et domicilié à Lomé, est nommé avocat-défenseur.

Art. 2. — Avant d'entrer en fonctions, M. Occansey Kwami Siméon devra prêter le serment professionnel prévu par l'article 9 de l'arrêté n° 153 du 8 avril 1935 sus-visé.

Art. 3. — Le garde des sceaux, ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 30 août 1972.
Général Etienne Eyadéma

DECRET N° 72-173 du 31-8-72 portant nomination du procureur de la République près le tribunal de droit moderne de Lomé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire ;
Vu le décret n° 62-35 du 21 février 1962 portant application de la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 susvisée ;
Vu la loi n° 62-7 du 14 mars 1962 portant statut de la magistrature ;
Vu le décret n° 71-11 du 23 janvier 1971,

DECRETE :

Article premier. — Est et demeure rapporté le décret n° 71-11 du 23 janvier 1971 portant nomination d'un procureur de la République près le tribunal de droit moderne de Lomé.

Art. 2. — M. Polo Arégba Alain, magistrat du 2^e grade 1^{er} échelon, précédemment juge de la section d'Anécho, est nommé procureur de la République près le tribunal de droit moderne de Lomé.

Art. 3. — Le présent décret sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 31 août 1972.
Général Etienne Eyadéma

DECRET N° 72-174 du 31-8-72 portant nomination de juges de paix.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 relative à l'organisation judiciaire ;
Vu le décret n° 62-35 du 21 février 1962 portant application de la loi n° 61-17 du 12 juin 1961 susvisée ;
Vu le décret n° 62-36 du 21 février 1962 portant création de tribunaux coutumiers de première instance ;
Vu le décret n° 63-75 du 4 juillet 1963 portant création de tribunaux coutumiers de première instance et modifiant le décret n° 62-36 du 21 février 1962 précité ;
Vu le décret n° 66-171 du 20 octobre 1966 portant création de tribunaux coutumiers de première instance et modifiant les décrets nos 62-36 et 63-75 des 21 février 1962 et 4 juillet 1963 susvisés ;
Vu le décret n° 67-252 du 21 décembre 1967 modifiant les décrets nos 66-171 et 63-75 des 20 octobre 1966 et 4 juillet 1963 ;
Vu le décret n° 71-188 du 23 octobre 1971 portant création du tribunal coutumier de première instance de Sotouboua,

DECRETE :

Article premier. — Sont nommés juges de paix dans le ressort de la cour d'appel :

MM. Giffa Benjamin — greffier principal 1^{er} échelon